mique ou social et de préparer des rapports objectifs qui seraient ensuite présentés au Conseil. Une fois terminée la tâche confiée à une commission d'experts, celle-ci serait dissoute.

La proposition canadienne se ramène donc à ceci: un certain nombre de commissions techniques du Conseil, au moins à titre d'expérience, seraient suspendues et leurs fonctions confiées au Conseil lui-même, secondé par le Secrétariat, et à des groupes d'experts constitués au besoin pour des fins précises.

Le rapport que le Comité spécial présenta à la treizième session du Conseil, en ce qui concerne les commissions techniques, renfermait des recommandations marquant un compromis entre les propositions quelque peu radicales du Canada (appuyées par le Royaume-Uni) et l'attitude conservatrice de ceux qui ne voulaient rien changer au fonctionnement du Conseil et de ses commissions. En somme, les recommandations du Comité spécial tendaient à abolir la Commission des questions économiques, de l'emploi et du développement économique, la Commission des transports et communications et les trois sous-commissions. Toutefois, même ce compromis ne put rallier la majorité du Conseil. Celui-ci décida finalement d'abolir la Commission des questions économiques, de l'emploi et du développement économique, la Sous-commission des sondages statistiques (de la Commission de statistique), ainsi que la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (de la Commission des droits de l'homme). Serait aussi abolie la Sous-commission de la liberté de l'information, mais seulement après une réunion finale qui aurait lieu en 1952. Le Conseil décida en outre que toutes les autres commissions, sauf la Commission des stupéfiants, se réuniraient désormais tous les deux ans et non plus chaque année. Ces décisions n'étaient prises qu'à titre d'expérience et devaient être révisées plus tard. A la quatorzième session du Conseil, il fut question de conserver l'une des sous-commissions et de revenir aux réunions annuelles dans le cas de deux des commissions; au moment où se rédige le présent rapport, aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

Commission des transports et communications

Le Canada ne fait pas partie de cette Commission.

La cinquième session de la Commission des transports et communications eut lieu à New-York du 19 au 28 mars 1951. Il y fut adopté huit résolutions qui furent transmises au Conseil économique et social. Ces résolutions avaient trait à des sujets fort divers: permis de conduire des chauffeurs de véhicules automobiles, statistique des accidents de la route, formalités de douane imposées aux conducteurs de véhicules commerciaux et touristiques, transport des marchandises dangereuses, pollution des eaux de mer, et discrimination en matière d'assurance-transport.

Cette Commission a travaillé en grande harmonie avec les commissions économiques régionales dans le domaine des transports et des communications, ainsi qu'avec différentes institutions spécialisées. Plusieurs pays,